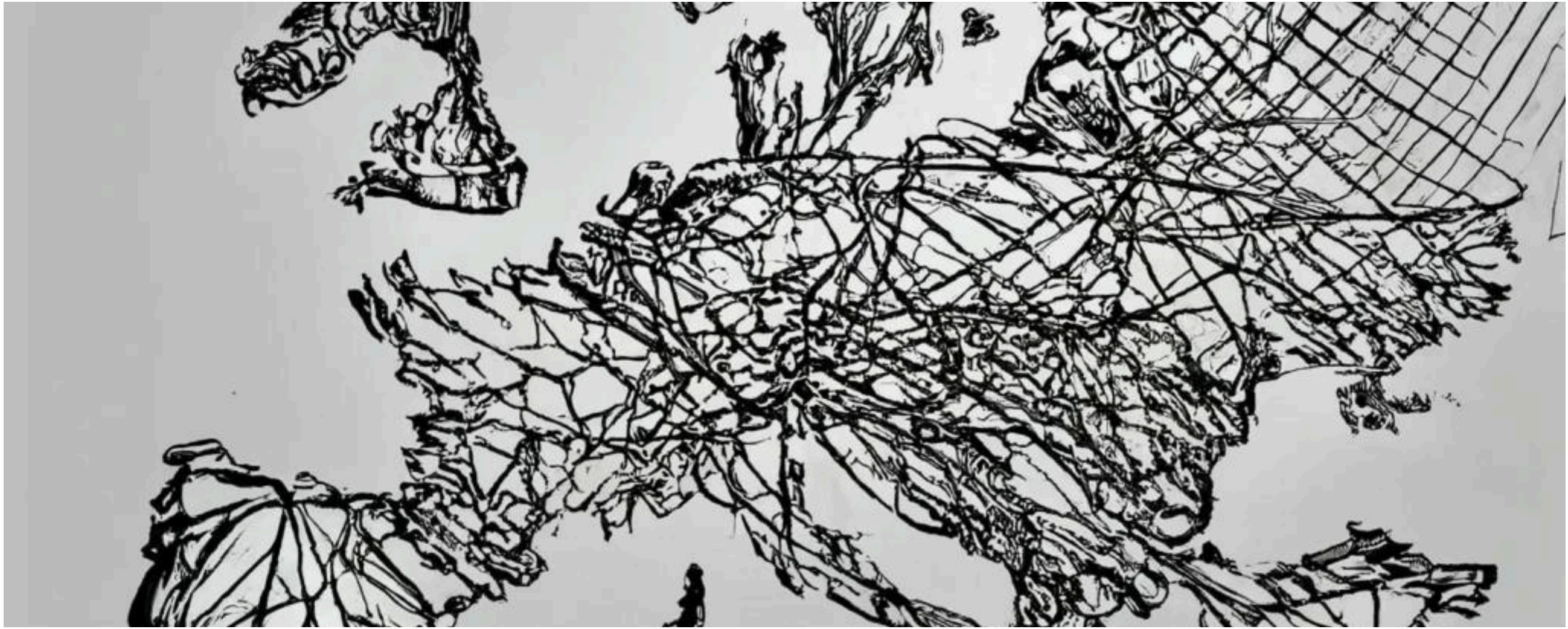




29 AVRIL 2024

EUROPE INFO HEBDO



DISCOURS DE LA SORBONNE 2, GÉORGIE ET PAC.

Bonne lecture!
Elise BERNARD,
Elisa CAMIA,
Edouard GAUDOT.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CHINE, FRANCE, ÉTATS-UNIS, INDUSTRIE, LE PIRE DU MILIEU

Lentement, mais sûrement, l'Europe se découvre un problème chinois. Depuis un an, déjà, les dirigeants européens cherchent à parler à Pékin d'une seule voix. Alors que les tribulations solitaires du Chancelier allemand en Chine la semaine dernière (cf. EIH 21/4/24) rappellent combien ce problème est encore inégalement perçu selon les capitales.

- Le président français l'a souligné sans prendre de gants, dans le discours de la Sorbonne 2.
 - La concurrence de la Chine - et des États-Unis - constitue une "menace vitale" pour l'UE.
 - Le Monde rapporte comment les surcapacités chinoises inondent le marché européen, jusqu'à bloquer le port d'Anvers.
 - Si les États-Unis et la Chine ne respectent plus les règles de l'OMC en subventionnant massivement leurs entreprises, l'UE doit changer son approche de la politique industrielle :
 - il a ainsi proposé de suspendre les règles de concurrence dans des secteurs clés tels que l'intelligence artificielle et les technologies vertes, et d'inscrire la préférence européenne dans les traités de l'UE.
- De fait, l'Europe se trouve dans une impasse en ce qui concerne l'énergie solaire, car elle dépend à ce jour presque entièrement de la Chine pour ses composants.
 - La plupart des panneaux solaires utilisés dans l'UE sont importés, et la quasi-totalité de ses importations solaires proviennent de Chine.
 - Un sujet d'alerte depuis quelques années déjà, et pointé régulièrement.
 - D'un point de vue géopolitique, il ne s'agit pas d'une dépendance souhaitable pour ce qui pourrait être l'une des technologies énergétiques clés de l'avenir.
 - Mais une fois que l'on est dans cette position, il est très difficile d'en sortir.
- Depuis quelques années déjà (cf. EIH 10/3/24), les fabricants de panneaux solaires encore présents en Europe demandent à l'UE de faire quelque chose.
 - La charte solaire européenne, une initiative conjointe de la Commission européenne et de 23 États membres, ne contient pratiquement rien de concret - et pour certains acteurs du marché elle est déjà trop tardive.
 - Un détail remarquable est la possibilité d'un projet important d'intérêt européen commun à un moment donné dans l'avenir.
 - Cela semble totalement insuffisant comparé à la politique industrielle complexe que la Chine a mise en place pour son propre secteur solaire.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

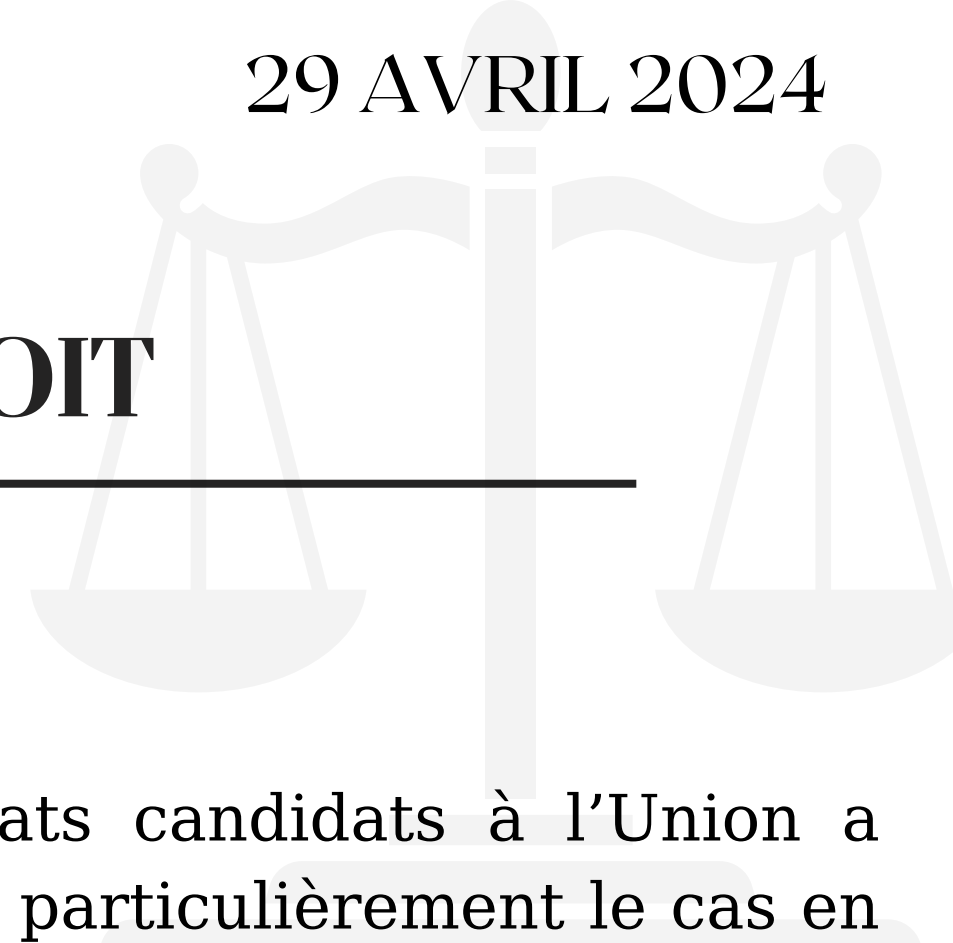
CHINE, ITALIE, INDUSTRIE, EMPIRE AU MILIEU

De son côté, le Gouvernement italien hésite à poursuivre le désalignement chinois engagé sous Mario Draghi. Certes, il n'a pas renouvelé le Memorandum of Understanding avec la Chine concernant la Nouvelle Route de la Soie, mais les relations commerciales italo-chinoises, continuent de se renforcer à travers le soft power.

- A Milan, du 16 au 21 avril c'est déroulé le Salon international du meuble, événement très attendu par les passionnés de design.
 - A cet événement a également participé l'Institut de design Marangoni de Shenzhen, en collaboration avec la Shenzhen Furniture Design Week et avec l'Institut Marangoni de Milan.
 - Lors de la rencontre entre le directeur artistique de l'Institut de design et Hou Ke Peng, président de l'association de l'industrie du meuble de Shenzhen et promoteur de l'événement, ce dernier a réitéré l'importance des échanges industriels entre l'Italie et la Chine :
 - « L'association favorisera les échanges entre les deux mondes du design italien et chinois, en liant solidement le monde du design italien à l'industrie chinoise, dans le but d'avoir un impact toujours plus grand ».
- Le Salon international du meuble a également été l'occasion promouvoir une « table ronde » en présence du consul général de Chine en Italie, Liu Kan, et du secrétaire adjoint du comité du parti de la province de Jiangxi.
 - L'objectif de cette table ronde a été le renforcement de la coopération institutionnelle mais aussi économique et commerciale sur les échanges Chine-Italie.
 - Il s'est traduit par la signature d'un mémorandum nécessaire pour assurer le plein respect des accords et la protection des brevets et de la propriété intellectuelle.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



GÉORGIE, RUSSIE, ÉLARGISSEMENT, CAUCASE OÙ

Garder l'œil sur les remous qui ponctuent l'actualité des Etats candidats à l'Union a toujours été très instructif sur les dangers qui la guettent. C'est particulièrement le cas en ces temps d'opposition nette entre les deux modèles de société qu'offrent le système oligarchique russe et celui des communautés européennes. Il y a quinze jours, nous nous demandions l'impact que pourrait avoir l'adoption, en Géorgie, du projet de loi "dit agents étrangers" sur le bon déroulement des négociations avec l'UE.

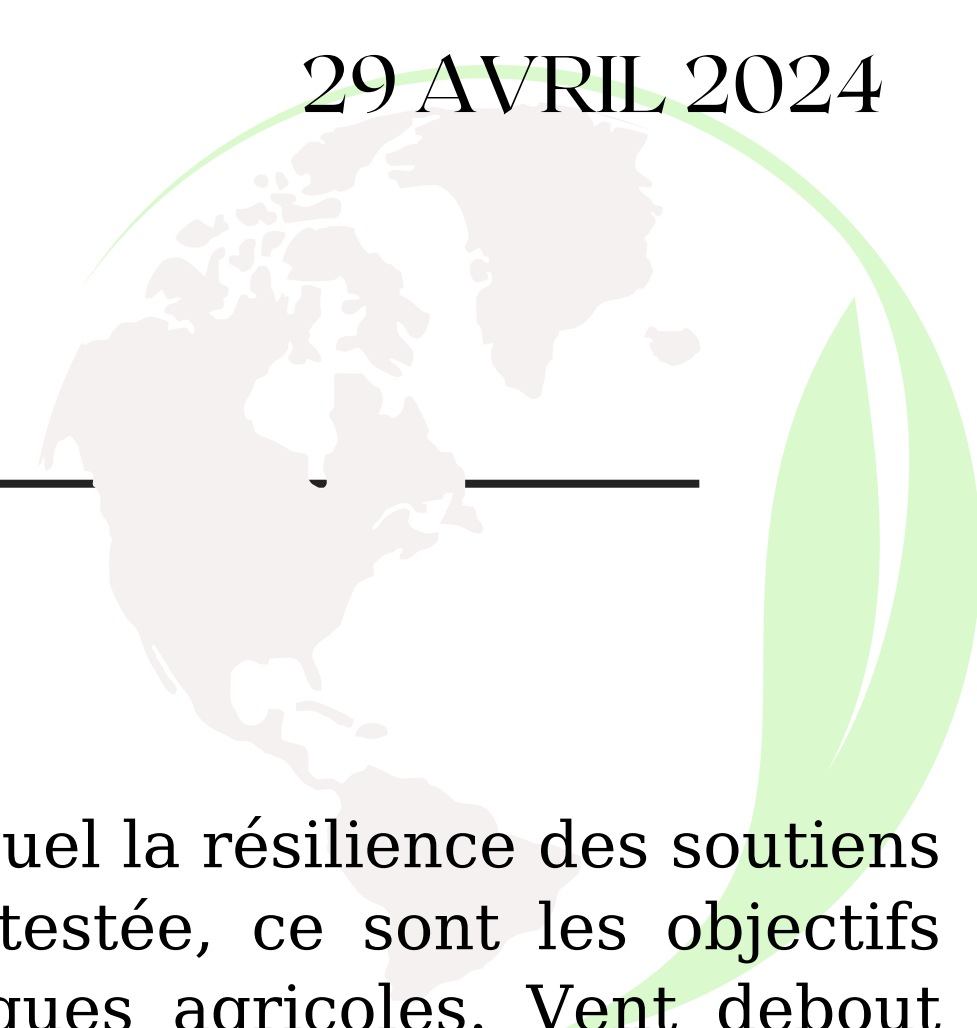
- Ce projet de loi prévoit d'obliger les organisations de la société civile et les médias à se déclarer « agent de l'étranger » dès lors que leur budget dépend à plus de 20 % de financements étrangers.
 - Il semblerait que le gouvernement présente à nouveau ce texte sans y apporter de modifications et ce, malgré l'opposition clairement affichée des citoyens.
 - Ceci témoignerait de l'importance que ce texte revêt pour lui.
 - Sur RFI, on comprend que le gouvernement apparaît encore plus déterminé que **lors de sa première tentative** pour faire voter ce texte en 2023.
 - Les critiques de ce texte avancent que l'intention est de faire en sorte que le pays rompe avec l'Occident.
 - En effet, seuls les Européens et les Américains soutiennent ouvertement et financièrement la société civile organisée géorgienne.
 - Les manifestants évoquent une « loi russe ».
- Ce rapprochement vers un modèle de société s'inspirant plus de la Russie que de l'UE est la crainte la plus nettement avancée dans les cortèges de manifestants.
 - L'autre indice à prendre au sérieux est ce projet de loi dit « sur la propagande LGBT+, homosexuelle » avancé avec le retour du projet "agents étrangers".
 - Après une marche étudiante vendredi soir, ce sont les femmes qui ont battu le pavé samedi 20 avril.
 - Elles s'opposent à un soi-disant traditionalisme assignant aux femmes un statut subalterne.
 - Le gouvernement a annoncé vouloir faire adopter cette loi le 17 mai, journée dite de la pureté familiale.

Les prochaines élections législatives sont prévues pour octobre 2024.



EUROPE
INFO
HEBDO

GREEN DEAL

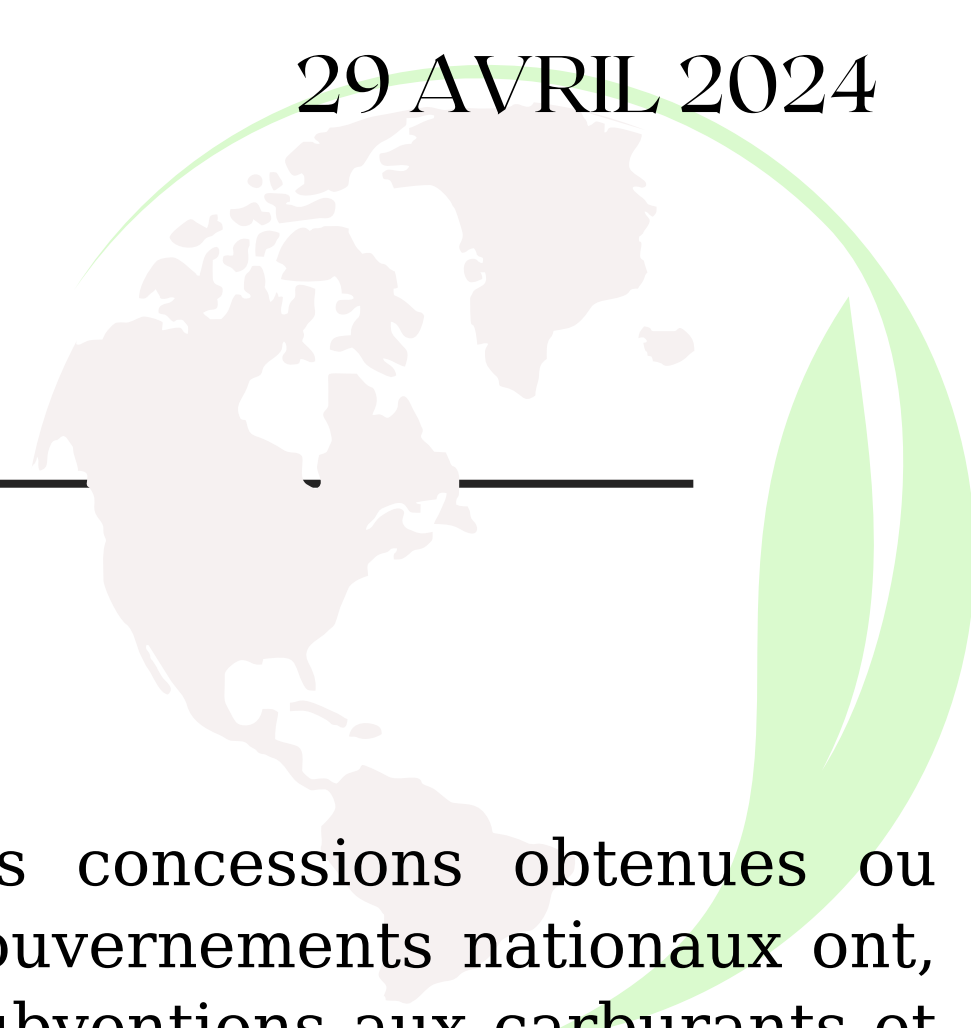


PAC, PAC PAS VERT

Faut-il abandonner le Green Deal ? S'il est un domaine dans lequel la résilience des soutiens politiques du Green Deal a été directement et brutalement testée, ce sont les objectifs environnementaux de la PAC et la transformation des pratiques agricoles. Vent debout contre la stratégie « Farm to Fork », dès sa formulation en 2020, les principaux acteurs de l'agro-industrie n'ont jamais démobilisé - comme le rappelle ce rapport de l'Université de Lund, et cette analyse d'une ONG, sur le lobbying sur ce dossier, en particulier des producteurs de pesticides contre les objectifs de réduction de 50% d'ici 2030.

- La guerre en Ukraine, la disruption de certaines chaînes d'approvisionnement, et le renchérissement sévère des intrants chimiques et des engrais azotés avaient servi de levier à une nouvelle offensive des représentants d'intérêt.
 - Ce sont cependant les manifestations pan-européennes du monde agricole à l'hiver 2023-24 (cf. EIH 5/2/24) qui leur auront donné l'impulsion gagnante.
- La première exigence des agriculteurs européens est de pouvoir vivre de leur activité.
 - Consécutivement, partout dans l'UE, des causes différentes (fiscalité du Gazole Non Routier, prix des intrants, concurrence des produits ukrainiens accueilli dans le marché unique en solidarité avec l'effort de guerre) ont produit les mêmes effets :
 - une mobilisation massive, vite captée par les représentants et les syndicats agricoles
 - cette dernière ajoute à l'exigence d'un revenu décent, des revendications propres au reste du secteur : en particulier une meilleure protection contre la concurrence extérieure à l'UE, l'abandon du Pacte Vert, au moins dans ses volets alimentation et agriculture.
- Le glissement politique vers l'opposition est général et le think tank Farm Europe notait dès 2022 la disparition de la majorité qui avait rendu possible l'adoption de la stratégie « Farm to Fork » en 2020.
 - A la faveur de la campagne des européennes, où certaines forces politiques ont fait de la remise en cause du Pacte Vert leur cheval de bataille, le travail des représentants d'intérêt porté ses fruits.
 - Ceci pose sérieusement la question de leur représentativité réelle, dans la défense d'un intérêt général ou particulier.

GREEN DEAL



Dans un long article, Euractiv revenait sur l'ensemble des concessions obtenues ou promises sous la pression des manifestations agricoles. Les gouvernements nationaux ont, pour la plupart, abandonné leurs projets de suppression des subventions aux carburants et ont consacré plus d'argent aux agriculteurs dans le besoin. Les principales concessions se trouvent au niveau européen.

- Dès février, la Commission annonçait le retrait de son règlement SURE anti-pesticides, déjà rejeté par une majorité d'eurodéputé en novembre (cf. EIH 24/3/22 et 12/6/23).
- Mais surtout, la Commission européenne a élaboré une mini-réforme de la PAC afin de simplifier les procédures existantes et de supprimer les conditions environnementales actuellement en vigueur pour l'obtention des subventions agricoles de l'UE, appelées « bonnes conditions agricoles et environnementales » (BCAE).
 - Sous la pression d'une majorité écrasante d'États, en faveur de cette réouverture de la PAC, la proposition législative de la Commission a été approuvée sans difficulté par les Vingt-Sept le 27 mars dernier.
 - Elle a été suivie par le Parlement européen lors de sa dernière séance plénière le 24 avril 2024.
- En 6 semaines à peine, l'UE aura été capable de modifier en substance (malgré les dénégations de la Commission) un de ses textes législatifs les plus complexes et les plus lourds à négocier : la PAC.
 - Cela reste toutefois une réforme myope : non seulement elle casse les ressorts d'une production alimentaire plus saine comme l'analyse Contexte, mais elle ne permettra pas non plus d'inclure à terme la grande industrie agricole ukrainienne en cas d'élargissement.
 - Elle ne résoudra peut-être même pas le dilemme des petits agriculteurs qui doivent vivre de leur activité.
 - En effet, l'ancien système qui profite aux grands propriétaires terriens reste intact, tout en assouplissant certaines des exigences environnementales conditionnelles.
 - Il fonctionne toujours selon le mécanisme de convergence interne, dans le cadre duquel les paiements sont redistribués de manière à ce que tous les agriculteurs reçoivent des droits à paiement similaires par hectare.
 - Ce revirement spectaculaire de la Commission d'Ursula von der Leyen à la demande des gouvernements nationaux souligne la fragilité politique de ses engagements environnementaux.
 - Le deuxième mandat de l'actuelle Présidente vaut bien le sacrifice du Green Deal.

La régression des normes environnementales devrait se poursuivre avec un Parlement européen, après les élections, plus à droite qu'à l'heure actuelle.